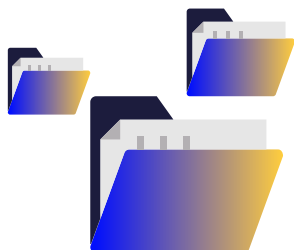




LES SUITES DONNÉES AUX RÉSOLUTIONS EUROPÉENNES DU SÉNAT EN 2023



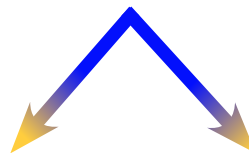
1 077 TEXTES

Du 1er octobre 2022 au 30 septembre 2023, la commission des affaires européennes du Sénat a été **saisie de 1 077 textes** (notamment des propositions de directives et de règlements, et des communications de la Commission européenne) au titre de l'article 88-4 de la Constitution.



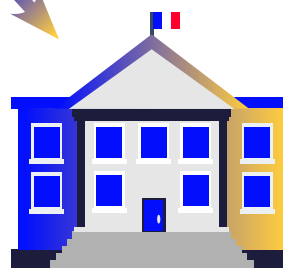
#COMAFEURSÉNAT

Sur ces 1 077 textes, **elle en a examiné 283** de plus près en raison de leur enjeu. Par ailleurs, pour répondre à la guerre en Ukraine, un grand nombre (370) de textes PESC (politique étrangère et de sécurité commune) ont été adoptés selon la procédure d'urgence (levée de la réserve d'examen après 72 heures).



#UNIONEUROPEENNE

La commission des affaires européennes a adressé **16 avis politiques à la Commission européenne**, dans le cadre du dialogue politique direct entre cette institution et les parlements nationaux. Le Sénat français est, à ce titre, **l'une des neuf assemblées parlementaires** de l'Union européenne (sur 39).



#GOUVERNEMENT

La commission des affaires européennes a adopté **18 propositions de résolution européenne** devenues résolutions du Sénat avant d'être adressées au Gouvernement. Le Sénat formalise ainsi ses positions en vue des négociations des textes par le Gouvernement au Conseil de l'Union européenne.



61,1%

Dans **61,1 % des cas**, les positions exprimées par le Sénat dans ces résolutions européennes ont été prises en compte totalement ou partiellement.



QUELQUES EXEMPLES DE SUITES DONNÉES AUX RÉSOLUTIONS EUROPÉENNES DU SÉNAT EN 2023



Sur les 18 résolutions européennes adoptées par la commission des affaires européennes et devenues définitives durant la session 2022/2023, **11 résolutions européennes ont été prises en compte en totalité ou en quasi-totalité au cours des négociations à Bruxelles pour l'établissement du texte définitif** (règlement ou directive).

1



RÉSOLUTION 1

Droit des travailleurs des plateformes : renforcement des droits de travailleurs des plateformes et limitation de l'utilisation de l'IA pour les contrôler

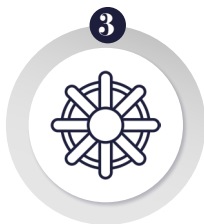
2



RÉSOLUTION 2

Réforme du marché de l'électricité : protection des consommateurs renforcée face aux variations de prix et reconnaissance de l'énergie nucléaire

3



RÉSOLUTION 3

Protection de la filière pêche : défense et valorisation de la pêche artisanale française dans la politique commune de pêche

4



RÉSOLUTION 4

Avenir de l'agence européenne Frontex : pilotage politique amélioré de l'agence et partenariats de Frontex avec des pays tiers pour mieux identifier les routes migratoires et mieux aider les États membres dans leur lutte contre l'immigration irrégulière

5



RÉSOLUTION 5

Transferts massifs forcés d'enfants ukrainiens par la Russie : mobilisation des États membres, ainsi que des institutions et des agences européennes, pour obtenir le retour de ces enfants enlevés à leurs familles et garantir l'efficacité des enquêtes pénales contre les responsables de ces actes